



ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone,

Vu la loi du 05 avril 1884,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212-2 et L2213-1 à L2213-4,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R411-5, R411-8 et R411-28,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L113-2 et L115-1,

Vu l'arrêté municipal en date du 07 mai 1992, réglementant les conditions d'intervention au droit du domaine public communal et la délibération du Conseil Municipal du 2 décembre 2024 n°2024DAD106 concernant les tarifs d'occupation du domaine public,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes qui présente le catalogue des signaux routiers réglementaires utilisables sur le territoire Français,

Vu l'arrêté du 22 octobre 1963 modifié qui présente l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, fixant le domaine d'emploi des signaux, ainsi que les conditions et les règles de leur implantation et notamment le livre I, partie 8, qui régit les principes fondamentaux de la signalisation temporaire,

Vu la déclaration préalable n° DP 34337 24 V0195,

Vu la demande d'arrêté de police de la circulation, en date du 23 janvier 2025, formulée par la SCI M35, sise 13 rue Rigaud, 34000 Montpellier, pour l'installation d'un échafaudage,

Vu la demande de complément d'information en date du 24 janvier 2024, formulée par le centre technique municipal, souhaitant des précisions sur le linéaire de l'échafaudage, et le délai insuffisant entre la date de la demande et la date de prise d'effet de l'arrêté,

Vu le complément d'information et les nouvelles dates d'intervention transmis le 24 janvier 2025, par la SCI M35, précisant un linéaire d'échafaudage de 8ml et un démarrage des prestations à compter du 3 février 2025, pour une durée de 2 semaines,

Vu la précision du demandeur concernant le changement de l'organisation des travaux avec la suppression de l'échafaudage, remplacé par un chariot élévateur, transmise le 3 février 2025, par la SCI M35,

Considérant la nécessité de réglementer l'occupation du domaine public pour les besoins de ces prestations,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté n° 2025ARRT035 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Afin de permettre à la SCI M35 de réaliser des travaux de toiture, elle est autorisée à neutraliser la circulation depuis la rue de la Chapelle jusqu'au n°35 rue des Mères.

La présente autorisation est accordée **du 3 au 16 février 2025.**

ARTICLE 3 :

Aucun stationnement n'est autorisé sur l'emprise indiquée à l'article 1, excepté pour les véhicules affectés à ces prestations.

ARTICLE 4 :

La neutralisation de voirie est consentie moyennant une redevance de : 60 € x 14 jours = **840.00 €**.

La société SCI M35 doit s'acquitter de cette somme, avant la date de prise d'effet du présent arrêté, auprès du régisseur de la régie de droits de place de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Le règlement est effectué uniquement en espèces ou par chèque bancaire à déposer au Centre Technique Municipal, route de la Gare, 34750 Villeneuve-lès-Maguelone, ou par virement bancaire (contacter Mme Marie-Christine DURAND au 04.67.69.75.84 ou par courriel à l'adresse ctm@villeneuvelesmaguelone.fr pour recevoir un RIB de la régie).

ARTICLE 5 :

La SCI M35 doit intervenir dans le respect des règles de sécurité et d'accessibilité relatives à l'utilisation du domaine public à savoir :

- L'accès aux installations de sécurité ou de protection civile ainsi qu'aux ouvrages publics et à tous les réseaux.
- Le passage des véhicules prioritaires, des services de secours, du service de collecte des déchets ménagers, du transport urbain, des services municipaux chargés de l'entretien et du nettoyage.
- L'accès des riverains et le fonctionnement des commerces riverains.
- Le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.

La SCI M35 est seule responsable de tout éventuel accident pouvant survenir du fait de ses prestations. Aucun dépôt de matériaux n'est toléré sur la chaussée et le trottoir.

La SCI M35 assure la fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation temporaire, conformément aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

ARTICLE 6 :

En ce qui concerne les chariots élévateurs, la SCI M35 doit se conformer aux prescriptions suivantes, non exhaustives :

- S'assurer que son personnel a été formé à l'utilisation de l'appareil et qu'il est en possession de l'autorisation de conduite.
- S'assurer de la conformité de l'appareil aux règles techniques qui lui sont applicables et pouvoir présenter le certificat de conformité.
- S'assurer de la bonne réalisation des vérifications avant mise en service et des vérifications générales périodiques sans réserve et pouvoir présenter une copie du dernier rapport.
- S'assurer de la bonne réalisation de la maintenance et de l'entretien et pouvoir présenter le carnet d'entretien.

ARTICLE 7 :

La SCI M35 doit afficher le présent arrêté à chaque extrémité du chantier, au minimum 48h avant sa prise d'effet, visible du domaine public.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 9 :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par des procès-verbaux qui sont transmis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 10 :

Les véhicules en infractions par rapport à l'article 2 du présent arrêté, sont considérés en stationnement gênant et sont mis en fourrière aux frais de leurs propriétaires conformément à la réglementation.



ARTICLE 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale ainsi que Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve-lès-Maguelone sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Publié le 06 FEV. 2025 -

Pour extrait conforme
En Mairie le 3 février 2025

Le Maire
Véronique NEGRET



Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens, accessible sur le site internet www.telerecours.fr.